

DECISION DCC 17-158 DU 20 JUILLET 2017

Date : 20 juillet 2017

Requérant : Athanase Dossa LAWOGNI-AKOGOU

Contrôle de conformité

Décision

Autorité de chose jugée

Irrecevabilité

La Cour constitutionnelle,

Saisie d'une requête du 28 octobre 2016 enregistrée à son secrétariat à la même date sous le numéro 1745/147/REC, par laquelle Monsieur Athanase Dossa LAWOGNI-AKOGOU forme un « recours en interprétation de la décision DCC 15-187 du 27 août 2015 » ;

VU la Constitution du 11 décembre 1990 ;

VU la loi n° 91-009 du 04 mars 1991 portant loi organique sur la Cour constitutionnelle modifiée par la loi du 31 mai 2001 ;

VU le règlement intérieur de la Cour constitutionnelle ;

Ensemble les pièces du dossier ;

Ouï Monsieur Bernard D. DEGBOE en son rapport ;

Après en avoir délibéré,

CONTENU DU RECOURS

Considérant que le requérant expose : « ...En réponse à ma requête... du 26 décembre 2014 par laquelle je formulais un recours pour traitement discriminatoire contre le Ministre du Travail, de la Fonction publique, de la Réforme administrative et institutionnelle, la Cour avait décidé qu'il n'y avait pas discrimination.

L'article 5 du décret n°2016-244 du 04 avril 2016 portant condition de bénéfice de la promotion professionnelle des enseignants des Universités nationales du Bénin dans les différents corps prévus par leurs statuts particuliers dispose : "Les enseignants du supérieur qui sont à moins de trois (03) ans de la retraite et inscrits sur les différentes listes d'aptitude du CAMES, bénéficient du reclassement dans les différents corps prévus par leurs statuts particuliers et ce, sur une période transitoire de cinq (05) ans à compter de la date de signature du présent décret".

Les ministères de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, de l'Economie et des Finances et de la Fonction publique, du Travail et des Affaires sociales, réunis le 19 octobre 2016 pour étudier les modalités d'application de ce décret, se sont opposés à l'application à mon cas, des dispositions de l'article 5 du décret ci-dessus cité aux motifs que :

- 1) ma demande de reclassement est antérieure à la date de signature du décret ;
- 2) mon cas est déjà réglé par la décision DCC 15-187 du 27 août 2015 qui a décidé qu'il n'y a pas discrimination dans le rejet de ma demande de reclassement.

Cette position se fonderait, soutiennent-ils, sur les articles 124 de la Constitution... et ...34 de la loi organique sur la Cour constitutionnelle » ;

Considérant qu'il développe : « ...La décision DCC 15-187 du 27 août 2015 ne se rapportait pas à la régularité de la décision du rejet de ma demande de reclassement dans le corps des maîtres-assistants. Elle s'est prononcée uniquement sur le caractère discriminatoire du rejet. Cette discrimination paraissait, cependant évidente. En effet, le ministère du Travail, de la Fonction publique, en déclarant devant la Cour que "le traitement fait à Monsieur Auguste René ALI YERIMA résulte d'une erreur de l'Administration qui crée une situation atypique face à laquelle l'Administration cherche les voies et moyens pour y remédier", faisait volontairement économie de vérité. En effet, il est prouvé que :

- Monsieur Djibril DEBOUROU MAMA, né en 1947 a atteint

l'âge de 63 ans le 31 décembre 2010. Il est inscrit sur la liste d'aptitude aux fonctions de maître de conférences le 14 juillet 2011. Il est admis à faire valoir ses droits à la retraite pour compter du 1^{er} octobre 2013 en qualité de maître de conférence sous le matricule 80142 ;

- Monsieur Bagou Bio Sénon Gabriel OROU, né en 1949 a atteint l'âge de 60 ans le 31 décembre 2009. Il est inscrit sur la liste d'aptitude aux fonctions de maître-assistant le 19 juillet 2010. Il est admis à faire valoir ses droits à la retraite pour compter du 1^{er} octobre 2013 en qualité de maître-assistant sous le matricule 73893 ;

- Monsieur Auguste René ALI YERIMA est né le 05 mai 1952. Il a atteint l'âge de 60 ans le 04 mai 2012. Il est inscrit sur la liste d'aptitude aux fonctions de maître-assistant à la 34^{ème} session des CCI du 15 au 25 juillet 2012. Il est reclassé maître-assistant par l'arrêté n° 0076/MESRS/DRH/SPEPR/DPES du 28 février 2014 portant reclassement de Monsieur ALI YERIMA Auguste René dans le corps des maîtres-assistants ;

- Monsieur Bonaventure A. d'OLIVEIRA, né le 15 décembre 1952 a atteint l'âge de 60 ans le 15 décembre 2012. Il est inscrit sur la liste d'aptitude aux fonctions de maître-assistant le 24 juillet 2013. Il est reclassé maître-assistant par l'arrêté année 2014 n°114/MESRS/DRH/SPEPR/DPES/CRPEUNB du 26 mars 2014, validé au MTFP le 02 avril 2014 sous le numéro matricule 78150 » ; qu'il demande à la Cour de dire et juger que :

« 1) la décision DCC 15-187 du 27 août 2015 n'a pas jugé de la légalité du rejet de la demande de reclassement ;

2) l'application du décret n°2016-244 du 4 avril 2016 portant conditions de bénéfice de la promotion professionnelle des enseignants des Universités nationales du Bénin dans les différents corps prévus par leurs statuts à ma demande de reclassement ne viole pas la décision DCC 15-187 du 27 août 2015... » ; qu'il joint à sa requête le décret en cause ;

INSTRUCTION DU RECOURS

Considérant qu'en réponse à la mesure d'instruction diligentée par la haute juridiction, le Ministre du Travail, de la Fonction publique

et des Affaires sociales, écrit : « ...Des investigations faites par mon département ministériel, il est à reconnaître que Messieurs Auguste René ALI YERIMA, Djibril DEBOUROU MAMA, Bagou Bio Sènan Gabriel OROU et Bonaventure A. d'OLIVEIRA ont indûment bénéficié de la situation qui a été refusée à Monsieur LAWOGNI-AKOGOU dans les mêmes conditions. Cependant, il est à signaler que l'Administration ne saurait accorder au requérant le bénéfice de cet avantage conféré à ses homologues par erreur et qu'elle se doit de corriger dans les meilleurs délais, conformément aux textes en vigueur.

Après concertation entre le ministère en charge de la Fonction publique, le ministère de l'Economie et des Finances et le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, il a été recommandé, non seulement l'abrogation de l'arrêté de reclassement de Monsieur LAWOGNI-AKOGOU, mais aussi des arrêtés de reclassement de Messieurs Auguste René ALI YERIMA, Djibril DEBOUROU MAMA, Bagou Bio Sènan Gabriel OROU et Bonaventure A. d'OLIVEIRA.

C'est pourquoi, le Ministre en charge de l'Enseignement supérieur ayant reçu pouvoir de gérer la carrière du personnel enseignant du supérieur a été saisi par le Ministre de la Fonction publique aux fins de procéder à l'abrogation pure et simple desdits arrêtés.

En ce qui concerne le cas spécifique de Monsieur ALI YERIMA, sa date de départ à la retraite vient d'être rectifiée par la lettre n°0788/MTFPAS/DC/SGM/DGFP/DRA/SR/DPCA du 21 février 2017. En effet, la date d'admission à la retraite de l'intéressé prévue pour le 1^{er} octobre 2015 par la lettre n° 0406/MTFPAS/DC/SGM/DGFP/DRA/SR/DPCA du 02 février 2017 est erronée. Elle est ramenée au 1^{er} octobre 2012, car l'intéressé a atteint l'âge limite pour la retraite le 05 mai 2012.

Enfin, il est à remarquer que le ministère du Travail, de la Fonction publique et des Affaires sociales n'a fait aucune économie de vérité ni un traitement discriminatoire à l'endroit de Monsieur Athanase Dossa LAWOGNI-AKOGOU » ;

ANALYSE DU RECOURS

Considérant que le requérant sollicite de la Cour l'interprétation de la décision DCC 15-187 du 27 août 2015 et son applicabilité à sa demande de reclassement ;

Considérant que l'interprétation est définie comme « **une voie de recours particulière** permettant à ceux qui ont la qualité de parties à l'instance de solliciter de la juridiction qui a statué une interprétation du jugement. », un « procédé visant à préciser la signification d'un jugement ou d'un acte » ; que dans le cas d'espèce, la demande du requérant s'analyse comme un recours contre une décision de la Cour ; que dès lors, il échet pour elle de dire et juger qu'en vertu des dispositions de l'article 124 alinéa 2 de la Constitution aux termes desquelles « *Les décisions de la Cour constitutionnelle ne sont susceptibles d'aucun recours* » le recours de Monsieur Athanase D. LAWOGNI-AKOGOU est irrecevable ;

D E C I D E :

Article 1^{er}.- Le recours de Monsieur Athanase Dossa LAWOGNI-AKOGOU est irrecevable.

Article 2.- La présente décision sera notifiée à Monsieur Athanase Dossa LAWOGNI-AKOGOU, à Madame le Ministre du Travail, de la Fonction publique et des Affaires sociales et publiée au Journal officiel.

Ont siégé à Cotonou, le vingt juillet deux mille dix-sept,

Messieurs	Théodore	HOLO	Président
	Simplice C.	DATO	Membre
	Bernard D.	DEGBOE	Membre
Madame	Marcelline-C	GBEHA AFOUDA	Membre
Monsieur	Akibou	IBRAHIM G.	Membre
Madame	Lamatou	NASSIROU	Membre

Le Rapporteur,

Le Président,

Bernard D. DEGBOE.-

Professeur Théodore HOLO.-